

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/25/POL
10 mars 1998

(98-0919)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Mise à jour des notifications présentées conformément à l'article XVI:1
du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

POLOGNE

La Mission permanente de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 février 1998.

La présente notification vise les subventions spécifiques en vigueur en Pologne en 1996 dans le secteur industriel et dans le secteur agricole, ainsi que les subventions accordées au secteur agricole en 1994-1995 sans avoir fait l'objet d'une notification.

Tous les renseignements concernant le montant des subventions donnés dans le présent document sont exprimés en nouveaux zlotys polonais.¹

¹ Le taux moyen du nouveau zloty polonais par rapport au dollar EU s'établissait comme suit:

- en 1994: 1 zloty = 0,4405 dollar EU
- en 1995: 1 zloty = 0,4132 dollar EU
- en 1996: 1 zloty = 0,3709 dollar EU

Table des matières

	<u>Page</u>
A. Subventions en vigueur dans le secteur industriel en 1996 ayant débuté avant cette date	4
1. Prêts du fonds EFSAL	4
2. Dégrèvements fiscaux liés à l'investissement	5
3. Subventions directes sous forme de dons en nature de produits ou services au titre des dépenses supplémentaires	5
4. Aide à la restructuration du secteur bancaire	6
5. Réduction des dettes résultant des cotisations de sécurité sociale	8
6. Garanties du Trésor public	9
7. Garanties de crédit pour les petites et moyennes entreprises	9
8. Aide aux programmes régionaux	10
9. Programme de restructuration du secteur des industries extractives	11
10. Programme de restructuration de l'industrie sidérurgique	12
11. Programme de restructuration du secteur des métaux non ferreux	13
B. Programmes pour le secteur industriel lancés en 1996	14
1. Remise de certaines taxes (ayant été abolies)	14
C. Subventions à l'exportation	16
1. Régime d'assurance pour les contrats d'exportation garanti par l'État	16
2. Bonification d'intérêts pour certains prêts bancaires	17
3. Dégrèvements fiscaux liés à l'investissement en rapport avec l'exportation	17
4. Zone économique spéciale de MIELEC	17
D. Subventions spécifiques en vigueur dans le secteur agricole en 1994-1996	18
1. Dons destinés à faciliter la production d'engrais calciques	18
2. Aide financière accordée au titre des exportations de sucre	19
3. Extension aux entreprises des subventions budgétaires versées à titre de bonification d'intérêts pour les prêts bancaires en 1991-1994	21

	<u>Page</u>
4. Extension au secteur agricole, au secteur de la transformation des aliments et au secteur des services liés à l'agriculture de l'aide financière accordée à titre de bonification d'intérêts pour les prêts d'investissement	22
5. Aide financière accordée à titre de bonification d'intérêts pour les prêts de fonds de roulement devant servir à acquérir des moyens de production agricole, à acheter des produits agricoles, à entreposer ou à acheter les excédents saisonniers de produits agricoles	25
6. Programme ASAL 300	26
7. Achats d'intervention de produits agricoles faits par l'Office de commercialisation des produits agricoles en 1994-1996	29
8. Achats d'intervention de produits agricoles faits par l'Agence de commercialisation des produits agricoles en 1994 et en 1995	30
9. Achats d'intervention de produits agricoles faits par l'Agence de commercialisation des produits agricoles en 1995 et en 1996	31
10. Achats d'intervention de produits agricoles faits par l'Agence de commercialisation des produits agricoles en 1995	32
11. Régime de garantie de crédit pour les petites et moyennes entreprises en 1994, en 1995 et en 1996	33
12. Dons pour l'amélioration biologique dans le secteur agricole en 1994-1996	34
13. Dons accordés en 1994-1995-1996 pour financer les dépenses suivantes:	
- lutte contre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel;	
- surveillance exercée en vue de détecter la présence de résidus chimiques et biologiques dans les produits alimentaires d'origine animale ainsi que dans les tissus et les liquides organiques des animaux abattus	37

A. SUBVENTIONS EN VIGUEUR DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL EN 1996 AYANT DÉBUTÉ AVANT CETTE DATE²

1. PRÊTS DU FONDS EFSAL

1.1 Montant de l'aide accordée (en zlotys)

En 1996, l'aide accordée dans le cadre de la deuxième tranche fournie par le fonds ESFAL s'est élevée à 54,5 millions de zlotys, dont 5,7 millions sous forme de dons et 48,8 millions sous forme de prêts.

Environ 62 pour cent des fonds reçus sous forme de prêts ESFAL ont été utilisés.

1.2 Bénéficiaires

N°	Branche de production	Montant global de l'aide accordée en 1996	Don	Prêt	Structure de l'aide globale
1.	Industrie des produits pharmaceutiques	1 452	192 500	1 260 000	2,7%
2.	Industrie céréalière	3 576	50 47	3 525 864	6,6%
3.	Industrie de la métallurgie	6 958	958 59	6 000 000	12,8%
4.	Industrie légère	5 029	789 65	4 240 000	9,2%
5.	Industrie des produits chimiques	7 250	—	7 250 000	13,3%
6.	Industrie de la viande	2 161	361 10	1 800 000	4,0%
7.	Industrie des pâtes et papiers	5 605	—	5 605 200	10,2%
8.	Industrie de la construction navale	7 190	—	7 190 000	13,2%
9.	Industrie du cuir	762 191	762 19	—	1,4%
10.	Industrie de la mécanique de précision	4 000	—	4 000 000	7,3%
11.	Industrie des machines électriques	4 643	1 90	2 740 000	8,5%
12.	Industrie de la construction	761 056	161 05	600 000	1,4%
13.	Industrie automobile	1 257	57 62	1 200 000	2,3%
14.	Transports	3 371	—	3 371 000	6,2%
15.	Commerce	499 707	499 70	—	0,9%
	Total	54 518	5 73	48 782 064	100%

² Cette partie du document fait état uniquement des montants des subventions reçues par les entreprises en 1996; les autres données et la description détaillée des programmes ne sont pas reprises ici étant donné qu'elles ont été fournies dans la notification relative aux subventions spécifiques présentée conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires pour 1994-1995.

2. DÉGRÈVEMENTS FISCAUX LIÉS À L'INVESTISSEMENT

2.1 Montant de l'aide accordée

- I. Les dégrèvements fiscaux liés à l'investissement consentis en vertu du Règlement du Conseil des ministres du 24 janvier 1995 sur la déduction des dépenses et les réductions de l'impôt sur le revenu dans les municipalités menacées par un taux de chômage structurel particulièrement élevé (Journal des Lois n° 14, point 63, et Journal des Lois de 1996, n° 63, point 293) se sont montés à 23,6 millions de zlotys en 1996.
- II. Les dégrèvements fiscaux liés à l'investissement consentis en vertu du Règlement du Conseil des ministres du 25 janvier 1994 sur la déduction des dépenses et les réductions de l'impôt sur le revenu (Journal des Lois de 1996, n° 39, point 171 et n° 63, point 294) se sont montés à 1 911,3 millions de zlotys en 1996.

2.2 Bénéficiaires

- I. Cent soixante et onze personnes ont bénéficié des dégrèvements fiscaux liés à l'investissement énoncés en 2.1.I; la subvention moyenne par personne s'élevant à 138 200 zlotys;
- II. Deux mille cinq cent cinq personnes ont bénéficié des dégrèvements fiscaux liés à l'investissement énoncés en 2.1.II; la subvention moyenne par personne s'élevant à 763 000 zlotys.

3. SUBVENTIONS DIRECTES SOUS FORME DE DONS EN NATURE DE PRODUITS OU SERVICES AU TITRE DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES

3.1 Montant de l'aide accordée

Les dons en nature ont atteint en 1996 un total de 755,2 millions de zlotys.

3.2 Bénéficiaires

En vertu de l'article 17 de la Loi de finance de 1996, et comme pour les années précédentes, les dons en nature ont été accordés comme suit:

	<u>en milliers de zlotys</u>
i) Repas vendus dans les bars sans alcool	11 221
ii) Transport national ferroviaire de passagers	571 500
iii) Transport interurbain de passagers en autocar, y compris liaisons interurbaines dans l'agglomération de Katowice assurées (commandées) par le gouvernement autonome des municipalités et les unions de municipalités	163 570
iv) Publication de manuels scolaires et universitaires spécialisés	8 916

4. AIDE À LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR BANCAIRE

4.1 Montant de l'aide accordée

En 1996, le montant global de l'aide accordée au secteur bancaire coopératif s'est monté à environ 855,6 millions de zlotys, répartis comme suit:

- obligations du Trésor pour la restructuration de la banque Gospodarki Żywnościowej S.A. (BGŻ), des banques coopératives et des banques régionales nouvellement établies - 764,6 millions de zlotys;
- prêts de la Banque nationale de Pologne - 41 millions de zlotys;
- dégrèvements fiscaux - 50 millions de zlotys.

4.2 Bénéficiaires

En 1996, l'État a continué de fournir de l'aide au titre de la restructuration du secteur bancaire coopératif et de la banque Gospodarki Żywnościowej S.A.

Conformément à la Loi de finance de 1996 et au Règlement du Ministère des finances sur les conditions et les procédures régissant le transfert des obligations destinées à accroître le capital de la banque Gospodarki Żywnościowej S.A. (Monitor Polski n° 52, point 497), le Ministère des finances a émis des obligations du Trésor pour une valeur globale de 700 millions de zlotys pour augmenter les fonds propres de la BGŻ, et restructurer sa dette, reprise par l'Agence des biens agricoles du Trésor public aux exploitations qui appartenaient auparavant à l'État, le service de la dette n'étant pas alors assuré.

Par ailleurs, la restructuration des banques coopératives grâce aux obligations du Trésor émises en 1994 s'est poursuivie en 1996.

À l'occasion de l'émission des obligations du Trésor de 1996, des titres d'une valeur de 44,6 millions de zlotys ont été alloués aux banques régionales et des titres d'une valeur de 20 millions de zlotys l'ont été à quatre banques régionales en particulier, qui avaient été établies en vertu de la Loi du 24 juin 1994 relative à la restructuration des banques coopératives et de la banque Gospodarki Żywnościowej S.A. (BGŻ) portant modification de certains textes législatifs (Journal des Lois n° 80, point 369) pour accroître leurs réserves de capital. Les banques régionales ont utilisé les obligations reçues pour restructurer les créances douteuses et les créances irrécouvrables des banques coopératives affiliées. L'exercice a touché au total quelque 380 banques coopératives.

Selon les conditions d'émission des obligations du Trésor, leur rachat s'échelonna de 1996 à l'an 2000.

I. AIDE REMBOURSABLE EN FAVEUR DES BANQUES COOPÉRATIVES QUI METTENT EN ŒUVRE UN PROGRAMME DE REDRESSEMENT

L'aide remboursable accordée aux banques coopératives qui sont dans une situation critique et à celles qui reprennent d'autres banques coopératives, conformément à la Résolution du 12 juillet 1995 adoptée par le Parlement de la République de Pologne sur les mesures visant à appuyer les programmes de redressement des banques coopératives, s'est élevée à 40 millions de zlotys.

La décision d'accorder ces fonds est prise par le Président de la Banque nationale de Pologne, en consultation avec le Ministère des finances. L'aide accordée réduit la part des bénéfices que la

Banque nationale de Pologne verse au budget de l'État. En 1996, 25 banques se sont prévaluées de cette aide, qui a totalisé quelque 30 millions de zlotys.

L'aide additionnelle accordée était fondée sur la résolution adoptée par le Parlement le 11 janvier 1996 concernant les lignes directrices de la politique monétaire pour 1996. Aux termes de celles-ci, le Président de la Banque nationale de Pologne, en consultation avec le Ministère des finances, est tenu d'aider les banques coopératives à se restructurer.

À la suite de l'adoption de la résolution par le Parlement, le conseil de gestion de la Banque nationale de Pologne a décidé d'octroyer 40 millions de zlotys à titre d'aide remboursable en faveur des banques qui mettent en œuvre des programmes de redressement de banques coopératives dans une situation critique. Cette aide est accessible à toute banque, y compris les banques commerciales, prêtes à reprendre des banques coopératives en péril.

En 1996, six banques se sont prévaluées de cette aide, pour un montant total d'environ 11 millions de zlotys.

II. DÉGRÈVEMENTS FISCAUX EN FAVEUR DES BANQUES COOPÉRATIVES

Une aide financière additionnelle a été accordée aux banques coopératives conformément au Règlement du 29 janvier 1997 du Ministère des finances sur les remises d'impôt sur le revenu en faveur de certaines banques coopératives (Monitor Polski n° 5, point 39). Le Règlement prévoit les remises suivantes:

- 70 pour cent de l'impôt sur le revenu des sociétés exigible des banques coopératives affiliées à des banques régionales conformément à la Loi du 24 juin 1994 relative à la restructuration des banques coopératives et de la banque Gospodarki Żywnościowej (BGŻ) portant modification de certains textes législatifs (Journal des Lois n° 80, point 369, Journal des Lois de 1995, n° 142, point 704 et Journal des Lois de 1996, n° 106, point 496);
- impôt sur le revenu des sociétés exigible au titre des gains réalisés en 1997 par les banques coopératives qui pouvaient s'affilier à une banque régionale en vertu de la Loi du 24 juin 1994 relative à la restructuration des banques coopératives et de la banque Gospodarki Żywnościowej (BGŻ) portant modification de certains textes législatifs - pour un montant équivalant à 70 pour cent de l'impôt exigible en 1996.

L'admissibilité à ces remises d'impôt est conditionnelle au transfert au fonds de réserve indivisible des banques coopératives d'au moins 80 pour cent de l'excédent déclaré en 1996 et au transfert au même fonds de la totalité de l'impôt exigible remis pour 1996 et 1997, respectivement.

Les conséquences financières du règlement précité sont estimées globalement à environ 50 millions de zlotys pour le budget de l'année 1996.

De plus, aux termes du Règlement adopté par le Ministère des finances le 4 juillet 1996 (Monitor Polski n° 42, point 406), les remises d'impôt sur le revenu s'appliquent à certains gains réalisés par la banque Gospodarki Żywnościowej S.A. (BGŻ), les banques régionales et les banques coopératives en raison des obligations du Trésor reçues pour restructurer le secteur bancaire coopératif.

Les conséquences financières du règlement précité sont estimées globalement à 620 millions de zlotys pour la période allant jusqu'à 2009.

La restructuration des dettes des banques coopératives, entreprise en 1995, a touché quelque 700 établissements bancaires coopératifs jusqu'à présent (soit 60 pour cent des banques visées par la Loi du 24 juin 1994).

Les mesures prises, de même que les autres formes d'assistance (comme les remises d'impôt sur le revenu pour 1996), ont largement contribué à améliorer la situation financière des banques coopératives.

Cela s'est traduit par un accroissement de leurs fonds propres nets, une augmentation du nombre des créances recouvrables et une amélioration du coefficient de liquidité des banques coopératives, et par une diminution de la valeur globale des créances douteuses et des pertes totales de ces mêmes banques. Ces mesures ont également eu un autre effet positif: le montant total inscrit au bilan des banques coopératives s'est accru et les dépôts effectués dans ces banques se sont, eux aussi, accrus; dans les deux cas, la hausse a été supérieure au taux d'inflation.

L'aide accordée a eu pour effet d'améliorer considérablement la situation de la banque Gospodarki Żywnościowej S.A., qui a mis en œuvre un programme de redressement. Cela s'est reflété dans les résultats financiers de la Banque pour 1996, améliorés grâce aux revenus provenant des obligations du Trésor, aux revenus provenant des activités bancaires normales et à la nette amélioration du ratio de solvabilité.

5. RÉDUCTION DES DETTES RÉSULTANT DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

5.1 Montant de l'aide accordée

La possibilité pour les entreprises d'État et les entreprises dans lesquelles le Trésor public a une participation de bénéficier d'une aide en vertu de l'article 20 de la Loi de finance du 1^{er} février 1996 (Journal des Lois n° 19, point 87), comme en 1995, a été maintenue en 1996. L'aide peut prendre la forme de dons du budget de l'État octroyés aux entités susmentionnées pour restructurer leurs dettes résultant du non-paiement des cotisations de sécurité sociale. Les entités visées sont celles auxquelles s'appliquent les textes suivants:

- arrêt de la Cour de justice confirmant l'accord fondé sur le Règlement du Président de la République de Pologne du 24 octobre 1934 - Loi relative à la procédure composite (Journal des Lois n° 93, point 836, Journal des Lois de 1950, n° 39, point 349 et Journal des Lois de 1990, n° 55, point 320);
- accord bancaire conclu sur la base de la Loi relative à la restructuration financière des entreprises et des banques portant modification de certains textes législatifs (Journal des Lois n° 18, point 82).

En 1996, les délais de présentation des requêtes, les principes de répartition et les modalités de versement des dons au titre de la restructuration desdites dettes étaient fixés par le Règlement sur la détermination des délais de présentation des requêtes, les principes de répartition et les modalités de versement des dons du budget de l'État au titre de la restructuration des dettes résultant des cotisations de sécurité sociale adopté par le Conseil des ministres le 7 mai 1996 (Journal des Lois n° 56, point 254).

En 1996, un total de 249,9 millions de zlotys a été alloué à titre de subventions budgétaires pour la restructuration des dettes résultant du non-paiement des cotisations de sécurité sociale par les entreprises d'État et les entreprises dans lesquelles le Trésor public a une participation.

5.2 Bénéficiaires

En 1996, 82 entités ont obtenu ce type de subvention, parmi lesquelles:

- 55 entreprises d'État et sociétés affiliées à un ministère,
- 27 entreprises et sociétés affiliées à un voïvode.

6. GARANTIES DU TRÉSOR PUBLIC

6.1 Montant de l'aide accordée

En 1996, quatre entités ont bénéficié de garanties de remboursement des crédits bancaires nationaux totalisant 248,4 millions de zlotys, et 12 entités ont bénéficié de garanties de remboursement des crédits bancaires étrangers totalisant 1 076,1 millions de zlotys.

Le montant total des garanties octroyées en 1996 se montait à 1 324,4 millions de zlotys.

6.2 Bénéficiaires

Les garanties de remboursement des crédits bancaires sur le budget de l'État octroyées en 1996 s'appliquaient aux projets suivants (avec indication de la part du montant global des garanties de remboursement dans le budget de l'État):

- | | |
|---|--------|
| - deux projets d'investissement pour fins de modernisation des installations dans le secteur de l'industrie sidérurgique | 13,22% |
| - un projet d'investissement dans la modernisation et l'ouverture d'une entreprise de produits optiques | 0,55% |
| - un projet d'investissement dans l'infrastructure d'une entreprise de construction dans le secteur du transport | 4,98% |
| - un projet d'investissement dans l'infrastructure dans le secteur de l'énergie | 74,88% |
| - Fonds national d'investissement | 6,80% |
| - un projet d'investissement dans l'infrastructure dans le secteur du transport | 20,13% |
| - projets d'investissement lié à l'environnement dans le secteur de l'alimentation en eau et du traitement des eaux usées | 6,45% |

7. GARANTIES DE CRÉDIT POUR LES PETITES ET LES MOYENNES ENTREPRISES

7.1 Montant de l'aide accordée

En 1994, un fonds de garantie de crédit a été établi à la banque Gospodarstwa Krajowego dont le mandat est d'effectuer des tâches commandées par le Ministère des finances. Ce fonds a pour objet de garantir le remboursement de crédits accordés par des banques à des petites et à des moyennes entreprises.

Des subventions budgétaires d'un montant global de 45 millions de zlotys ont été allouées pour l'établissement de fonds.

En 1996, les garanties octroyées au titre d'emprunts contractés par des petites ou des moyennes entreprises ont totalisé 3,1 millions de zlotys.

7.2 Bénéficiaires

Toute entreprise locale employant jusqu'à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 20 millions d'écus peut présenter une demande de garantie auprès de la banque Gospodarstwa Krajowego. Les garanties peuvent être obtenues directement de la banque Gospodarstwa Krajowego ou d'une des succursales des 20 banques qui ont conclu des accords de coopération avec la banque Gospodarstwa Krajowego (soit plus d'une cinquantaine de succursales au total).

La garantie peut couvrir jusqu'à 60 pour cent du capital plus les intérêts ou 70 pour cent du capital seul.

Si l'entité prouve sa solvabilité et si le montage financier est suffisamment solide, la garantie peut simplement consister en une traite au porteur. L'octroi d'une garantie donne lieu à des frais; les frais imposés par la banque Gospodarstwa Krajowego peuvent aller jusqu'à 2 pour cent du montant total de la garantie.

En 1996, la banque Gospodarstwa Krajowego a octroyé 22 garanties au titre du fonds de garantie de crédit, pour un montant total de 3,1 millions de zlotys.

8. AIDE AUX PROGRAMMES RÉGIONAUX

8.1 Montant de l'aide accordée

Conformément à l'article 27, paragraphe 1, alinéas 1, 2 et 4 de la Loi de finance du 1^{er} février 1996 (Journal des Lois n° 19, point 87), des fonds tirés du budget de l'État ont été alloués en 1996 pour des programmes régionaux de restructuration et pour des projets d'investissements dans l'infrastructure.

Au total, 102,1 millions de zlotys ont été alloués à ce titre.

8.2 Bénéficiaires

I. AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE POUR DES PROJETS DE RESTRUCTURATION

Conformément au Règlement sur les conditions et les procédures régissant l'octroi de subventions budgétaires pour les programmes régionaux de restructuration et sur la création d'institutions locales adopté par le Conseil des ministres le 25 juin 1996 (Journal des Lois n° 71, point 337), des dons ont été accordés pour aider au financement de projets prévus dans les programmes régionaux de restructuration d'entreprises publiques et privées des voïvodies de Łódź et de Wałbrzych et des municipalités des voïvodies de Suwałki et d'Olsztyn.

II. AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE POUR DES PROJETS LIÉS À L'INFRASTRUCTURE

Conformément au Règlement sur les conditions et les procédures régissant l'octroi des subventions budgétaires pour les projet d'investissement liés à l'infrastructure réalisés dans le cadre de travaux publics relevant de la compétence des municipalités dans des régions menacées par un taux de chômage structurel élevé adopté par le Conseil des ministres le 30 avril 1996 (Journal des

Lois n° 56, point 253), des dons du budget de l'État peuvent être accordés pour des projets d'investissement liés à l'infrastructure sous réserve que ces derniers sont réalisés dans le cadre de travaux publics relevant de la compétence des municipalités dans des régions menacées par un taux de chômage structurel particulièrement élevé, ces municipalités étant répertoriées en annexe du Règlement adopté par le Conseil des ministres le 25 juin 1996 comme municipalités menacées par un taux de chômage structurel élevé (Journal des Lois n° 71, point 338).

III. AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DU CONTRAT RÉGIONAL VISANT LA VOÏVODIE DE KATOWICE

Conformément au Règlement sur les conditions et les procédures régissant l'octroi des subventions budgétaires pour les programmes régionaux de restructuration et sur la création d'institutions locales adopté par le Conseil des ministres le 25 juin 1996 (Journal des Lois n° 71, point 337), des dons ont été accordés pour:

- permettre au Trésor d'acquérir une participation dans des institutions locales représentant des partenariats ou des fondations ayant pour but la mise en œuvre de programmes de restructuration ou de programmes de développement régional;
- payer les coûts de l'aide technique fournie par Górnosłaka Agencja Rozwoju i Promocji S.A. dans la voïvodie de Katowice pour mettre sur pied des institutions locales.

9. PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DU SECTEUR DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

Compte tenu de l'échec des mesures de restructuration prises et de la détérioration de la situation financière des entreprises du secteur des industries extractives, un nouveau programme a été mis en œuvre en 1996 pour ajuster le secteur à l'économie de marché et lui permettre de relever la concurrence internationale. Sous le nom de Politique gouvernementale relative à l'extraction de l'anthracite et politique sectorielle pour 1996-2000, ce programme a été adopté par le Conseil des ministres le 30 avril 1996.

Le nouveau programme définit le rôle et la place du secteur des industries extractives dans l'économie nationale, à court et à long terme. L'énoncé du Programme, la Loi de finance du 1^{er} février 1996 (Journal des Lois n° 19, point 87) et le Règlement sur les conditions et les procédures régissant l'octroi des dons accordés au secteur des industries extractives adopté par le Ministère du commerce et de l'industrie le 23 septembre 1996 constituent la base juridique appuyant la mise en œuvre du Programme.

9.1 Montant de l'aide accordée

Aide directe en 1996

i) Houille

- | | |
|---|--------------------------|
| - dons pour la fermeture de mines | 237,4 millions de zlotys |
| - indemnités versées aux anciens travailleurs | 36,0 millions de zlotys |
| - rémunération des travailleurs licenciés | 9,9 millions de zlotys |
| - créances exigibles | 6,7 millions de zlotys |

- dépenses nécessaires à l'ex-mine KWK Barbara-Chorzów 10,0 millions de zlotys
 - création d'emplois 12,5 millions de zlotys
 - protection sociale des travailleurs licenciés 44,1 millions de zlotys
 - aide financière pour remédier aux dégâts causés par les mines 19,8 millions de zlotys
- ii) Sel, soufre et autres
- montant total des dons 105,7 millions de zlotys
- iii) Dons du budget de l'État destinés au financement des investissements centraux en 1996
- montant total des dons 16,3 millions de zlotys
(dont 4,8 millions de zlotys affectés à l'industrie houillère)

9.2 Bénéficiaires

Un certain nombre d'entités ont bénéficié d'une aide dans le secteur de l'industrie houillère en 1996:

Objet du don	Nombre d'entités	Don moyen par entité (en millions de zlotys)
Fermeture de mines	17	14,0
Créances exigibles	2	3,35
Dépenses nécessaires à l'ex-mine KWK Barbara-Chorzów	1	10,0
Réparation des dégâts causés par l'exploitation minière	19	1,0

Objet du don	Nombre d'entités	Don moyen par personne/année (en milliers de zlotys)
Indemnités versées aux anciens travailleurs	8	0,65
Rémunération des travailleurs licenciés	9	2,8
Création d'emplois	36	10,9
Protection sociale	59	14,3

En 1996, dans le secteur de l'extraction du sel, du soufre et d'autres minerais, cinq entreprises ont touché des dons.

Le don moyen a été de 21,1 millions de zlotys.

Dans les cinq cas, les dons étaient destinés à la fermeture de mines, soit deux mines de soufre, deux mines de sel et une mine de zinc et de plomb.

10. PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

10.1 Montant de l'aide accordée

En 1996, des garanties de crédit pour un montant total de 175,1 millions de zlotys ont été octroyées en vertu du programme de restructuration de l'industrie sidérurgique.

En outre, un certain nombre d'entités ont bénéficié des mesures d'incitation ci-après:

- subventions budgétaires pour la restructuration des dettes dues au non-versement des cotisations à l'Autorité d'assurance sociale (ZUS), pour un total de 13,4 millions de zlotys;
- déduction des dépenses d'investissement du revenu et réduction de l'impôt sur le revenu³, pour un total de 39,3 millions de zlotys;
- annulation de la dette dans le cadre de la procédure de remise de dette accordée par les bureaux de l'Administration fiscale, pour un total de 120,4 millions de zlotys;
- exonération partielle de remboursement des emprunts contractés auprès du Narodowy Fundusz Ochrony Środowiska i Gospodarki Wodnej (Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources hydriques), pour un total de 0,2 million de zlotys;
- aide à d'autres fins, pour un total de 3,3 millions de zlotys.

10.2 Bénéficiaires

Un certain nombre d'entités ont bénéficié d'une aide en 1996:

Type d'aide	Nombre d'entités	Don moyen par entité (en millions de zlotys)
Garantie de crédit	2	87,5
Don du budget de l'État pour rembourser les montants dus en raison du non-versement des cotisations à l'Autorité d'assurance sociale (ZUS)	2	6,7
Déduction des dépenses d'investissement du revenu et réduction de l'impôt sur le revenu	1	39,3
Annulation de la dette dans le cadre de la procédure de remise de dette	4	30,1
Exonération partielle de remboursement des emprunts contractés auprès du Narodowy Fundusz Ochrony Środowiska i Gospodarki Wodnej	1	0,2
Autres	4	0,2

11. PROGRAMME DE RESTRUCTURATION DU SECTEUR DES MÉTAUX NON FERREUX

11.1 Montant de l'aide accordée

En 1996, le secteur des métaux non ferreux a bénéficié de l'aide ci-après:

- déduction des dépenses d'investissement du revenu et réduction de l'impôt sur le revenu⁴, pour un total de 27,2 millions de zlotys;

³ Conformément au Règlement adopté par le Conseil des ministres le 25 janvier 1994 (Journal des Lois de 1994, n° 18 et 68, Journal des Lois de 1995, n° 89 et Journal des Lois de 1996, n° 39).

⁴ Conformément au Règlement adopté par le Conseil des ministres le 25 janvier 1994 (Journal des Lois de 1994, n° 18 et 68, Journal des Lois de 1995, n° 89 et Journal des Lois de 1996, n° 39).

- annulation de la dette dans le cadre de la procédure de remise de dette accordée par les bureaux de l'Administration fiscale, pour un total de 7,0 millions de zlotys.

11.2 Bénéficiaires

Un certain nombre d'entités ont bénéficié d'une aide en 1996:

Type d'aide	Nombre d'entités	Don moyen par entité (en millions de zlotys)
Déduction des dépenses d'investissement du revenu et réduction de l'impôt sur le revenu	4	6,8
Annulation de la dette dans le cadre de la procédure de remise de dette	1	7,0

B. PROGRAMMES POUR LE SECTEUR INDUSTRIEL LANCÉS EN 1996

1. REMISE DE CERTAINES TAXES (AYANT ÉTÉ ABOLIES)

1.1 Objectif du programme

Remise de dette pour les entreprises.

1.2 Base juridique

Article 31 de la Loi du 19 décembre 1980 sur les obligations fiscales (Journal des Lois de 1993, n° 108, point 486, et modifications subséquentes) et Lignes directrices du Ministère des finances émises le 20 mai 1996 à l'intention du personnel de l'Administration fiscale concernant les remises consenties à des entreprises relativement au paiement de certaines taxes et autres dettes exigibles aux termes de la législation fiscale.

1.3 Organisme responsable

Ministère des finances.

1.4 Forme de l'aide

Remise de taxe.

1.5 Caractéristiques du programme

La remise des montants exigibles au titre de taxes ayant été abolies est entrée en vigueur en 1996; elle s'applique sur demande du contribuable sous réserve que 15 pour cent du montant exigible devant être annulé aient été remboursés (sans pénalité d'intérêt malgré le retard) avant le 31 octobre 1996.

Dans certains cas, le personnel de l'Administration fiscale pourrait réduire l'obligation de remboursement à 10 pour cent du montant exigible.

La remise ne s'applique pas s'il s'agit de montants exigibles couverts par un accord bancaire conclu conformément à la Loi du 3 février 1993 relative à la restructuration financière des entreprises et des banques portant modification de certains textes législatifs (Journal des Lois n° 18, point 82).

Conformément aux dispositions de la Loi du 19 décembre 1980 sur les obligations fiscales, dans certains cas, l'État peut renoncer à percevoir une partie ou la totalité des montants exigibles, en reporter l'échéance ou encore accepter l'échelonnement des versements.

1.6 Montant de l'aide accordée

L'application de la procédure de remise de dette décrite précédemment a réduit de 869,5 millions de zlotys le total exigible au titre des taxes ayant été abolies, en tenant compte des remboursements effectués (120,3 millions de zlotys) et de la remise de dette consentie dans certains cas (749,2 millions de zlotys).

1.7 Durée du programme

La procédure décrite ci-dessus a été appliquée uniquement en 1996. Dans les cas où d'autres montants exigibles au titre des taxes devaient faire l'objet de versements échelonnés, l'application de la décision de remise de dette relative aux taxes ayant été abolies a été reportée en attendant que ces montants aient été payés.

1.8 Bénéficiaires

En 1996, la procédure de remise de dette décrite ci-dessus a touché 7 448 entités (personnes physiques, sociétés constituées en vertu du Code commercial, entreprises d'État, coopératives et autres entités publiques) qui devaient des montants au titre de taxes ayant été abolies.

Le tableau ci-après présente les résultats de l'annulation des taxes ayant été abolies en 1996, selon la voïvodie.

(en zlotys)

Voïvodie	Nombre d'entités	Montant visé par l'annulation	Montant remboursé au 31 octobre 1996	Montant annulé ou dont l'annulation est prévue
1	2	3	4	5
Warsaw	713	324 529 28	51 616 466	272 912 818
Biała Podlaska	25	188 064	23 986	164 978
Białystok	143	11 036 8	1 238 123	9 798 693
Bielsko-Biała	221	9 879 70	1 464 212	8 415 497
Bydgoszcz	110	8 384 8	1 013 952	7 370 863
Chełm	17	198 907	42 374	156 533
Ciechanów	30	1 979 2	420 289	1 558 923
Częstochowa	139	18 631 00	2 347 475	16 283 594
Elbląg	173	946 134	124 075	822 059
Gdańsk	681	7 942 22	1 230 237	6 711 988
Gorzów Wlkp.	32	724 366	86 619	637 747
Jelenia Góra	158	3 717 6	702 961	3 014 654
Kalisz	137	2 737 00	425 517	2 311 484
Katowice	667	122 274 94	16 751 051	105 523 890
Kielce	350	11 164 88	1 426 550	9 738 339
Konin	6	1 599 85	14 017	1 512 837
Koszalin	111	422 206	21 547	400 659
Kraków	201	75 578 04	10 995 107	64 582 936
Krosno	44	259 940	39 049	220 891
Legnica	134	3 014 60	341 132	2 673 530
Leszno	88	61 630 47	9 158 842	52 471 628
Lublin	115	5 977 65	800 216	5 177 440
Łomża	32	1 802 07	229 616	1 572 423
Łódź	232	19 480 70	1 659 971	17 820 732
Nowy Sącz	51	2 276 68	344 349	1 932 338
Olsztyn	152	5 191 97	636 631	4 555 288

Voïvodie	Nombre d'entités	Montant visé par l'annulation	Montant remboursé au 31 octobre 1996	Montant annulé ou dont l'annulation est prévue
Opole	91	12 474 273	1 574 190	10 900 083
Ostrołęka	9	1 267 071	2 977	1 264 094
Piła	99	3 761 666	436 402	3 325 264
Piotrków Tryb.	76	1 025 726	239 084	786 642
Płock	97	9 995 001	1 500 445	8 494 556
Poznań	465	24 949 239	3 170 069	21 778 170
Przemyśl	5	27 126	4 069	23 057
Radom	285	4 667 168	599 795	4 067 373
Rzeszów	76	1 408 495	166 140	1 242 355
Siedlce	33	8 008 777	834 718	7 174 059
Sieradz	49	512 853	63 811	449 042
Skierniewice	62	11 484 129	1 480 653	10 003 476
Słupsk	94	2 164 181	236 724	1 927 457
Suwałki	16	165 315	27 644	137 671
Szczecin	197	19 149 447	2 638 756	16 510 086
Tarnobrzeg	40	1 824 678	280 759	1 553 919
Tarnów	56	1 521 963	178 044	1 343 919
Toruń	177	3 171 077	396 329	2 774 748
Wałbrzych	133	14 276 370	1 193 958	13 082 412
Włocławek	72	1 901 837	211 760	1 690 077
Wrocław	366	8 342 836	1 106 124	7 236 712
Zamość	36	1 826 677	247 183	1 579 494
Zielona Góra	152	33 998 334	561 652	33 436 672
Total	7 448	869 493 465	120 305 650	749 187 815

1.9 Effet sur le commerce extérieur

Aucune incidence directe sur le commerce extérieur.

C. **SUBVENTIONS À L'EXPORTATION⁵**

1. **RÉGIME D'ASSURANCE POUR LES CONTRATS D'EXPORTATION GARANTI PAR L'ÉTAT**

1.1 Montant de l'aide accordée

En 1996, la Société d'assurance des crédits à l'exportation, Korporacja Ubezpieczeń Kredytów Eksportowych S.A. (KUKE) n'a utilisé aucune aide fournie par l'État, c'est-à-dire ni les prêts pouvant être contractés sur le budget national, ni les garanties pour les prêts consentis par des banques. Les fonds de la KUKE se sont avérés suffisants pour assurer les crédits à l'exportation.

Le montant autorisé par la Loi de finance de 1996 pour couvrir les contrats d'exportation était de 3 400 millions de zlotys. De ce total, 19,1 pour cent ont été utilisés, soit 650,9 millions de zlotys.

1.2 Bénéficiaires

La Korporacja Ubezpieczeń Kredytów Eksportowych S.A. est le bénéficiaire direct de l'aide à l'exportation, les bénéficiaires indirects étant les entreprises qui ont recours à ce type d'assurance.

⁵ Les caractéristiques des programmes décrits à la section C sont présentées en détail dans la notification présentée conformément à l'article 29.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (document G/SCM/N/9/POL).

En 1996, 15 entreprises ont bénéficié de l'assurance offerte par la KUKE, la subvention moyenne par entité étant de 43,4 millions de zlotys.

2. BONIFICATION D'INTÉRÊTS POUR CERTAINS PRÊTS BANCAIRES

2.1 Montant de l'aide accordée

La Loi de finance de 1996 prévoyait l'allocation d'un montant de 30 millions de zlotys à des fins de bonification d'intérêt pour certains prêts bancaires.

Les fonds alloués n'ont pas été utilisés.

2.2 Bénéficiaires

Aucun.

3. DÉGRÈVEMENTS FISCAUX LIÉS À L'INVESTISSEMENT EN RAPPORT AVEC L'EXPORTATION

3.1 Montant de l'aide accordée

Il est difficile d'établir le montant de l'aide accordée, car les seules données disponibles sont des données agrégées englobant toutes les sortes d'allègements fiscaux liés à l'investissement consentis en vertu du Règlement sur la déduction des dépenses et les réductions de l'impôt sur le revenu adopté par le Conseil des ministres le 25 janvier 1994 (Journal des Lois de 1996, n° 39, point 171 et n° 63, point 294), y compris l'investissement en rapport avec l'exportation. En 1996, l'aide au titre des dégrèvements fiscaux liés à l'investissement a totalisé 1 911,3 millions de zlotys (voir la section A, point 2.1.I).

3.2 Bénéficiaires

Les dégrèvements fiscaux liés à l'investissement s'appliquent à tout contribuable répondant aux critères énoncés dans le Règlement adopté par le Conseil des ministres le 25 janvier 1994, et non pas seulement à ceux qui ont des activités d'exportation. La principale condition que doit remplir un contribuable pour pouvoir bénéficier d'un allègement fiscal n'est pas qu'il ait des activités d'exportation, mais bien qu'il ait réalisé des dépenses d'investissement telles qu'il est défini dans la loi.

4. ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE MIELEC

4.1 Montant de l'aide accordée

En 1996, des dégrèvements fiscaux ont été consentis, pour un total de 1 825 000 zlotys, dans la zone économique spéciale de Mielec. Ce total inclut 670 000 zlotys octroyés en subventions à l'exportation.

Les allègements fiscaux sous forme de subventions à l'exportation dans la zone économique spéciale de Mielec ont été abolis à partir du 1^{er} janvier 1998.

4.2 Bénéficiaires

En 1996, six entreprises ont bénéficié de dégrèvements fiscaux consentis au titre de la zone économique spéciale de Mielec. La subvention moyenne par entité était de 304 100 zlotys.

D. SUBVENTIONS SPÉCIFIQUES EN VIGUEUR DANS LE SECTEUR AGRICOLE EN 1994-1996

1. DONS DESTINÉS À FACILITER LA PRODUCTION D'ENGRAIS CALCIFIQUES

1.1 Objectif du programme

Réduire le prix des engrais calciques utilisés par les exploitants agricoles pour désacidifier le sol.

1.2 Base juridique

Règlement sur les taux des dons destinés au secteur agricole et sur les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 24 juin 1994 (Journal des Lois n° 83, point 383 et Journal des Lois de 1996, n° 81, point 378 portant modification).

1.3 Organisme responsable

En ce qui concerne le programme lui-même, la supervision est assurée par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire; les aspects financiers sont du ressort du Ministère des finances.

1.4 Forme de l'aide

Don du budget de l'État.

1.5 Caractéristiques du programme

En 1994-1996, une aide de l'État (touchant les coûts de production et de vente) a été octroyée au titre des engrais calciques pour réduire le prix de ce type d'engrais et permettre aux exploitants agricoles polonais d'utiliser ceux-ci à grande échelle. L'octroi d'une telle aide était justifié par la nécessité de désacidifier le sol dans bon nombre de régions (un sol trop acide nuit aux cultures) et par la faible rentabilité de bon nombre d'exploitations qui empêchait les exploitants d'acheter des engrais calciques au plein prix.

L'aide de l'État a pris la forme de subventions versées aux producteurs d'engrais calciques pour chaque tonne d'engrais vendue.

Bien que les dons aient été versés aux producteurs d'engrais calciques, l'aide visait les exploitants agricoles puisqu'elle leur permettait d'acheter des engrais calciques à un prix moins élevé.

L'aide accordée pour chaque tonne de composant pur se présentait comme suit:

1994

<u>CaO</u>	-	33,50 zlotys
<u>MgO</u>	-	57,00 zlotys

ou, dans le cas du calcium acheté à des fournisseurs locaux, 0,145 zloty par tonne-kilomètre d'engrais transporté en vrac.

1995

<u>CaO</u>	-	38,00 zlotys
<u>MgO</u>	-	69,00 zlotys

ou, dans le cas du calcium acheté à des fournisseurs locaux, 0,17 zloty par tonne-kilomètre d'engrais transporté en vrac.

1996

<u>MgO</u>	-	74,00 zlotys, jusqu'à 200 kilomètres
<u>MgO</u>	-	89,00 zlotys, au-delà de 200 kilomètres
<u>CaO</u>	-	41,00 zlotys, quelle que soit la distance

1.6 Montant de l'aide accordée

Les dons du budget de l'État accordés pour les fins précitées ont totalisé:

en 1994	-	112 millions de zlotys
en 1995	-	133,5 millions de zlotys
en 1996	-	175 millions de zlotys

1.7 Durée du programme

Aucune date limite n'a été fixée.

1.8 Bénéficiaires

Tous les producteurs d'engrais calciques.

1.9 Effet sur le commerce extérieur

Aucune incidence directe sur le commerce extérieur.

2. AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AU TITRE DES EXPORTATIONS DE SUCRE

2.1 Objectif du programme

Accroître la rentabilité des producteurs de sucre en Pologne.

2.2 Base juridique

Loi du 26 août 1994 sur la réglementation du marché du sucre et sur le changement de régime de propriété dans le secteur du sucre (Journal des Lois n° 98, point 473, et Journal des Lois de 1996, n° 152, point 724).

Règlement sur les conditions d'aide additionnelle à l'exportation de sucre entre le 1^{er} octobre 1995 et le 30 septembre 1996 et sur les droits prévus pour favoriser les exportations de sucre adopté par le Conseil des ministres le 14 novembre 1995 (Journal des Lois n° 132, point 644).

Règlement sur les droits prévus pour favoriser les exportations de sucre et sur les conditions d'aide additionnelle à l'exportation de sucre entre le 1^{er} octobre 1996 et le 30 septembre 1997 adopté par le Conseil des ministres le 30 septembre 1996.

2.3 Organisme responsable

Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire, en consultation avec le Ministère des finances pour ce qui est de la détermination annuelle des droits et des conditions d'aide à l'exportation de sucre.

Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole, chargée de la mise en œuvre.

2.4 Forme de l'aide

Aide financière à l'exportation de sucre.

2.5 Caractéristiques du programme

Les droits sont payés par les entreprises qui achètent du sucre aux producteurs pour approvisionner le marché intérieur. Ils sont destinés à fournir une aide financière à l'exportation de sucre à l'intérieur du contingent B.

Le mécanisme servant à déterminer les plafonds de production et d'exportation de sucre est appliqué depuis le 1^{er} octobre 1995.

L'aide financière versée dans des limites définies touchant l'exportation de sucre (contingent B) provient des droits payés par les entreprises qui achètent du sucre aux raffineries.

Entre le 1^{er} octobre 1995 et le 30 septembre 1996, ces droits représentaient 2 pour cent du prix d'achat du sucre; 1 pour cent, entre le 1^{er} octobre 1996 et le 30 septembre 1997.

2.6 Montant de l'aide accordée

L'aide financière a totalisé:

en 1995	-	212 100 zlotys
en 1996	-	42 513 900 zlotys

2.7 Durée du programme

Aussi longtemps que la loi susmentionnée sera en vigueur.

2.8 Bénéficiaires

Les exploitants de raffineries exportant du sucre à l'intérieur du contingent B:

en 1995	-	6 raffineries (subvention moyenne par raffinerie:	35 400 zlotys)
en 1996	-	45 raffineries (subvention moyenne par raffinerie:	1 011 400 zlotys)

2.9 Effet sur le commerce extérieur

Les subventions à l'exportation de sucre permettent d'exporter du sucre lorsque les prix intérieurs sont supérieurs à ceux des marchés étrangers.

Du fait que les exploitants de raffineries peuvent obtenir un meilleur prix pour le sucre, leur situation financière se trouve améliorée.

3. EXTENSION AUX ENTREPRISES DES SUBVENTIONS BUDGÉTAIRES VERSÉES À TITRE DE BONIFICATION D'INTÉRÊTS POUR LES PRÊTS BANCAIRES EN 1991-1994

3.1 Objectif du programme

Aide financière accordée, à des conditions de faveur, dans les cas suivants:

- achat d'actif circulant en agriculture;
- achat et entreposage de produits agricoles et de poisson;
- amélioration biologique en agriculture;
- dépenses pour implanter des méthodes écologiques dans l'exploitation agricole à des fins de production alimentaire;
- achat de carburant à des fins agricoles;
- achat d'engrais et de pesticides;
- achat de terres et modernisation de l'exploitation agricole.

3.2 Base juridique

- Article 46 de la Loi de finance de 1994 adoptée le 25 mars 1994 (Journal des Lois n° 52, point 209).
- Article 48 de la Loi de finance de 1995 adoptée le 30 décembre 1994 (Journal des Lois n° 27, point 141).
- Article 44 de la Loi de finance de 1996 adoptée le 1^{er} février 1996 (Journal des Lois n° 19).
- Règlement sur les conditions et les procédures régissant l'octroi des subventions budgétaires à titre de bonification d'intérêt pour des prêts bancaires en 1994 adopté par le Conseil des ministres le 26 avril 1994 (Journal des Lois n° 55, point 227).
- Règlement sur la portée, les conditions et les procédures régissant l'octroi de subventions budgétaires à des débiteurs en 1991 à titre de remboursement d'une partie des intérêts sur les créances bancaires exigibles adopté par le Conseil des ministres le 21 mai 1991 (Journal des Lois n° 50, point 217).
- Règlement sur la portée, les conditions et les procédures régissant l'octroi de subventions budgétaires à titre de bonification d'intérêt pour des prêts bancaires en 1992 adopté par le Conseil des ministres le 3 mars 1992 (Journal des Lois n° 24, point 102).
- Règlement sur la portée, les conditions et les procédures régissant l'octroi de subventions budgétaires à titre de bonification d'intérêt pour des prêts bancaires en 1993 adopté par le Conseil des ministres le 14 avril 1993 (Journal des Lois n° 30, point 137).

3.3 Organisme responsable

Ministère des finances.

3.4 Forme de l'aide

Aide financière sous forme de subvention budgétaire versée à titre de bonification d'intérêt pour des prêts bancaires octroyés pour l'une des fins énoncées en 2.1.

3.5 Caractéristiques du programme

Les subventions budgétaires servaient à payer une partie des intérêts exigibles par la banque, soit la différence entre le taux d'intérêt du prêt bancaire et les intérêts exigibles.

3.6 Montant de l'aide accordée

Les subventions budgétaires accordées pour les fins précitées ont totalisé:

en 1994	- 248,5 millions de zlotys
en 1995	- 96,6 millions de zlotys
en 1996	- 1,3 million de zlotys

3.7 Durée du programme

Jusqu'au remboursement intégral de l'emprunt (les périodes maximales de remboursement selon le type de prêt sont définies dans les lois énoncées en 3.2).

3.8 Bénéficiaires

Entreprises ayant contracté un emprunt auprès d'une banque pour l'une des fins énoncées en 3.1.

3.9 Effet sur le commerce extérieur

Cette aide financière contribuera à réduire les coûts auxquels doivent faire face les exploitants agricoles et les autres exploitants d'entreprises du secteur agroalimentaire. Cependant, il est difficile de déterminer l'incidence des subventions sur le commerce extérieur étant donné qu'il s'agit d'une aide indirecte. L'octroi d'une subvention n'est nullement conditionnel à la conduite ou à la non-conduite d'activités d'exportation par l'entreprise.

4. EXTENSION AU SECTEUR AGRICOLE, AU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET AU SECTEUR DES SERVICES LIÉS À L'AGRICULTURE DE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE À TITRE DE BONIFICATION D'INTÉRÊTS POUR LES PRÊTS D'INVESTISSEMENT

4.1 Objectif du programme

Favoriser ou accélérer l'ajustement du secteur agro-alimentaire à l'économie de marché en améliorant la qualité de la production et en réduisant les coûts de production.

4.2 Base juridique

- Loi du 29 décembre 1993 instituant l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole (Journal des Lois de 1994, n° 1, n° 33, point 122);

- Règlement sur les lignes directrices à suivre par l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole pour la conduite de ses activités et les méthodes à appliquer adopté par le Conseil des ministres le 30 janvier 1996 (Journal des Lois n° 16, point 82, n° 63, point 295 et n° 127, point 596).

4.3 Organisme responsable

Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole et le réseau de 32 banques commerciales travaillant en coopération avec l'Agence.

4.4 Forme de l'aide

Aide financière sous forme de bonification d'intérêt (de l'ordre de $\frac{1}{2}$ à $\frac{3}{4}$ à la discrétion de la banque créditrice) pour des prêts consentis par des banques commerciales.

4.5 Caractéristiques du programme

Les exploitants agricoles, les exploitants d'entreprises agro-alimentaires et les fournisseurs de services au secteur agricole peuvent bénéficier de prêts d'investissement grâce aux lignes de crédit offertes par l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole.

Ces lignes de crédit peuvent servir essentiellement aux fins suivantes:

- prêts de base pour les investissements en agriculture, dans la transformation des aliments, dans certains types de production agricole et dans les services à l'agriculture;
- prêts consentis à des personnes de moins de 40 ans pour le démarrage d'une exploitation agricole ou l'achat d'équipement agricole;
- prêts pour l'achat de terres agricoles;
- prêts sectoriels ou régionaux;
- prêts pour l'investissement dans la création d'emplois dans des secteurs non agricoles de *gminas* rurales ou de *gminas* mi-rurales mi-urbaines pour garantir de l'emploi aux résidents des régions rurales (les *gminas* sont l'équivalent de districts);
- prêts pour la mise sur pied d'activités agricoles ou d'activités dans certains domaines de production agricole permettant une meilleure utilisation des installations de production agricoles existantes et des installations existantes pour certains domaines de production grâce au démarrage d'activités de production ou à leur extension;
- prêts pour la mise sur pied d'activités agricoles ou d'activités dans certains domaines de production agricole permettant une meilleure utilisation des installations de production agricoles existantes et des installations existantes pour certains domaines de production grâce à la reprise de la production dans ces exploitations ou dans ces domaines après au moins une année d'interruption due à des raisons hors du contrôle de l'exploitant;
- prêts pour la reprise de la production dans des exploitations ou dans certains domaines de production agricole dans des régions touchées par la sécheresse, la grêle, des précipitations trop abondantes, des inondations, des ouragans, des incendies ou des invasions de rongeurs;

- prêts consentis pour le démarrage ou l'équipement d'exploitations agricoles dans le cadre du programme d'implantation d'exploitations agricoles sur des terres publiques, ce programme ayant été approuvé par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire et le Ministère des finances.

Pour être admissible à un prêt d'investissement consenti par l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole, le requérant doit répondre aux critères suivants:

- présenter un plan d'investissement dûment analysé par le Centre de consultation en agriculture;
- présenter une demande d'emprunt dans une banque qui, après vérification de la solvabilité du requérant, consentira un prêt bancaire;
- fournir un apport personnel se montant à au moins 20 ou 30 pour cent de la valeur de l'investissement projeté.

4.6 Montant de l'aide accordée

En 1994-1996, à titre de bonification d'intérêt pour des prêts d'investissement, l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole a octroyé à la demande des banques pour 546,7 millions de zlotys répartis comme suit:

en 1994	-	5,9 millions de zlotys
en 1995	-	150,2 millions de zlotys
en 1996	-	390,6 millions de zlotys

4.7 Durée du programme

L'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole est entrée en activité le 19 janvier 1994. Elle offre une aide financière annuelle à titre de bonification d'intérêt pour des prêts d'investissement selon un plafond déterminé.

4.8 Bénéficiaires

L'aide financière fournie par l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole à titre de bonification d'intérêt pour des prêts d'investissement s'applique aux cas suivants:

- personnes physiques ou morales réalisant des investissements dans le secteur agricole, dans celui de la transformation des aliments ou dans celui des services à l'agriculture;
- personnes physiques ou morales réalisant des investissements créateurs d'emplois permanents dans la production non agricole, les services ou le commerce dans des *gminas* rurales et mi-rurales mi-urbaines.

4.9 Effet sur le commerce extérieur

Aucune incidence sur le commerce extérieur.

5. AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE À TITRE DE BONIFICATION D'INTÉRÊTS POUR LES PRÊTS DE FONDS DE ROULEMENT DEVANT SERVIR À ACQUÉRIR DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE, À ACHETER DES PRODUITS AGRICOLES, À ENTREPOSER OU À ACHETER LES EXCÉDENTS SAISONNIERS DE PRODUITS AGRICOLES

5.1 Objectif du programme

Accroître les liquidités des producteurs agricoles et des exploitants d'établissements de transformation des aliments.

5.2 Base juridique

- Loi du 5 janvier 1995 sur l'aide financière accordée à titre de bonification d'intérêt pour certains prêts bancaires (Journal des Lois de 1995, n° 13, point 60, et Journal des Lois de 1996, n° 152, point 719).
- Règlement sur la portée, les conditions et les procédures régissant l'octroi de subventions budgétaires à titre de bonification d'intérêt pour des prêts bancaires consentis à des fins agricoles adopté par le Conseil des ministres le 21 février 1995 (Journal des Lois de 1995, n° 19, point 92, Journal des Lois de 1996, n° 3, point 18 et Journal des Lois de 1996, n° 52, point 229).

5.3 Organisme responsable

Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire, en collaboration avec l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole.

5.4 Forme de l'aide

Aide financière pour le remboursement des intérêts courus au titre de prêts consentis par des banques commerciales:

- prêts de fonds de roulement pour l'achat de biens de production agricoles, à raison des deux tiers du taux d'intérêt bancaire;
- prêts pour l'achat de produits agricoles, à raison des deux cinquièmes du taux d'intérêt bancaire.

5.5 Caractéristiques du programme

Les entreprises locales spécialisées dans la production agricole ou l'achat de produits agricoles peuvent obtenir des prêts de fonds de roulement du réseau des banques travaillant en collaboration avec l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole pour les fins suivantes:

- achat de biens de production agricoles, notamment:
 - a) engrais minéraux, pesticides et fourrage,
 - b) semences homologuées,
 - c) animaux reproducteurs,

- d) biens de production permettant d'utiliser des méthodes écologiques et conversion de l'exploitation pour l'application de telles méthodes de production,
- e) carburant pour utilisation à des fins agricoles,
- achat et entreposage de produits agricoles.

Le montant maximal d'un emprunt pour l'achat de biens de production agricoles est équivalent à 10 décitonnes de seigle par hectare de terre arable selon le prix du seigle utilisé dans le calcul des taxes agricoles. Le montant maximal pouvant être emprunté pour financer l'achat de produits agricoles dépend de la quantité et du prix des produits achetés et de la durée de l'entreposage dans le cas de produits locaux.

5.6 Montant de l'aide accordée

En 1995, conformément aux directives financières, l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole a versé aux banques pour 301,0 millions de zlotys en remboursement d'intérêts courus sur les prêts de fonds de roulement; le montant correspondant en 1996 a été de 437,2 millions de zlotys.

5.7 Durée du programme

Aucune limite n'a été fixée.

5.8 Bénéficiaires

L'aide financière visant le remboursement des intérêts courus sur des prêts de fonds de roulement est accordée à des producteurs agricoles locaux et à des exploitants d'entreprises achetant des produits agricoles locaux.

5.9 Effet sur le commerce extérieur

Aucune incidence sur le commerce extérieur.

6. PROGRAMME ASAL 300⁶

6.1 Objectif du programme

- Favoriser la mise en œuvre par les administrations locales d'activités susceptibles d'améliorer les conditions de vie dans les régions rurales grâce à la planification et à la réalisation d'investissements dans l'infrastructure.
- Fournir une aide financière dans le cadre de sous-programmes d'investissements précis, concernant notamment:
 - la mise en place de systèmes d'alimentation en eau dans les villages;
 - la mise en place de système de traitement des eaux usées dans les villages;
 - la mise en place de réseaux téléphoniques dans les régions rurales.

⁶ Le programme intégral est présenté ici; toutefois, une partie seulement de l'aide fournie dans le cadre du programme est une subvention au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

- Fournir une aide financière pour les activités entreprises dans le cadre du développement multifonctionnel des régions rurales, notamment des sous-programmes tels que celui visant les petites entreprises (MAŁA PRZEDSIĘBIORCZOŚĆ) et celui sur les marchés agricoles de gros et les bourses de marchandises (HURTOWE RYNKI ROLNE I GIEŁDY).

6.2 Base juridique

- Résolutions prises par le Conseil des ministres en 1992 et en 1993 autorisant le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire à signer avec la Banque internationale de reconstruction et de développement (Banque mondiale) un accord de prêt pour la réalisation de l'objectif énoncé en 6.1.
- Loi du 29 décembre 1993 instituant l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole.
- Règlement sur les lignes directrices à suivre par l'Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole pour la conduite de ses activités et les méthodes à appliquer adopté par le Conseil des ministres en 1994 et modifications de 1995 et 1996.

6.3 Organisme responsable

Agence pour la restructuration et la modernisation du secteur agricole.

6.4 Forme de l'aide

Sous-programmes: programme d'INVESTISSEMENT (alimentation en eau, traitement des eaux usées, réseau téléphonique) - participation de l'Agence au financement des investissements sous forme de dons.

Sous-programme: PETITES ENTREPRISES - prêt sans intérêt

Sous-programme: MARCHÉS AGRICOLES DE GROS ET BOURSES DE MARCHANDISES - aide financière, prêts, achats d'actions ou participation

6.5 Caractéristiques du programme

Règles concernant l'octroi d'aide financière dans le cadre du sous-programme Petites entreprises et du sous-programme Marchés agricoles de gros et bourses de marchandises:

Petites entreprises

Bénéficiaires: personnes physiques et personnes morales

Forme de l'aide: prêt sans intérêt

Montant du prêt: 10 000 par emploi ou par poste

Montant maximal: 60 000 zlotys

Période de remboursement: trois ans

Marchés agricoles de gros et bourses de marchandises

Bénéficiaires: sociétés constituées en vertu du Code commercial visées par le programme relatif aux marchés agricoles de gros et aux bourses de marchandises.

Forme de l'aide: - aide financière
- prêt
- achat d'actions ou participation

Montant maximal: 5 millions de zlotys

6.6 Montant de l'aide accordée

Les fonds alloués aux requérants qui présentent une demande d'aide à l'Agence proviennent d'un prêt ASAL-300.

Durant les trois années de la mise en œuvre du programme, les fonds alloués aux entreprises ayant présenté une demande d'aide ont été répartis comme suit:

Sous-programme	1994 (en millions de zlotys)	1995 (en millions de zlotys)	1996 (en millions de zlotys)
Alimentation en eau (A)	41,33	62,76	103,23
Traitement des eaux usées (T)	21,28	40,78	85,08
Réseau téléphonique (R)	8,41	9,16	17,66
Total (A+T+R) I	71,02	71,02	205,97
Petites entreprises (PE)	-	14,49	73,50
Marchés agricoles de gros et bourses de marchandises (MAGBM)	-	10,00	10,00
Total (PE+MAGBM) II	-	24,49	102,50
Total I+II	71,02	137,19	308,47

6.7 Durée prévue du programme

Jusqu'à épuisement des fonds du prêt ASAL-300.

En pratique, cela revient à dire que le programme mis en œuvre conformément aux règles énoncées en 6.4 et 6.5 devrait être terminé en 1997; toutefois, les détails de l'application du programme en 1997 ne sont pas encore disponibles.

6.8 Bénéficiaires

Nombre d'accords conclus

Sous-programme	1994	1995	1996
Alimentation en eau	886	683	841
Traitement des eaux usées	140	186	268
Réseau téléphonique	137	109	155
Petites entreprises	—	321	2 038
Marchés agricoles de gros et bourses de marchandises	—	5	9

Montant moyen de l'aide accordée dans le cadre des accords conclus (en milliers de zlotys)

Sous-programme	1994	1995	1996
Alimentation en eau	46,6	91,9	122,7
Traitement des eaux usées	152,0	219,2	317,5
Réseau téléphonique	61,4	84,0	113,9
Petites entreprises	-	45,1	36,1
Marchés agricoles de gros et bourses de marchandises	-	2 000	3 222,2

6.9 Effet sur le commerce extérieur

Le programme ne devrait avoir aucune incidence directe; néanmoins, l'amélioration de l'infrastructure technique dans les régions rurales pourrait avoir un effet positif sur l'intérêt montré par les investisseurs étrangers pour ces régions.

7. ACHATS D'INTERVENTION DE PRODUITS AGRICOLES FAITS PAR L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES EN 1994-1996

7.1 Objectif du programme

Stabiliser le marché des céréales; soutenir le revenu agricole des céréaliculteurs locaux.

7.2 Base juridique

Article 4.1 de la Loi du 2 février 1996 portant modification de la Loi instituant l'Office de commercialisation des produits agricoles (Journal des Lois n° 34, point 146).

7.3 Organisme responsable

Office de commercialisation des produits agricoles.

7.4 Forme de l'aide

Achats d'intervention de céréales.

7.5 Caractéristiques du programme

Les mesures d'intervention ont pour principal but de stabiliser le marché, c'est-à-dire de limiter les fluctuations excessives de prix par l'achat des excédents de production et la vente des stocks lorsqu'il y a pénurie sur le marché.

7.6 Volume et valeur des achats d'intervention

En 1994, un total de 282 142 tonnes de céréales de consommation a été acheté pour un montant de 71,2 millions de zlotys.

En 1995, un total de 59 304 tonnes de céréales de consommation a été acheté pour un montant de 20,45 millions de zlotys.

En 1996, un total de 209 005 tonnes de céréales de consommation a été acheté pour un montant de 150,3 millions de zlotys.

7.7 Durée du programme

La période des achats d'intervention est définie dans les statuts de l'Office de commercialisation des produits agricoles. En ce qui a trait aux céréales, la période des achats d'intervention va du 15 juillet au 30 octobre.

7.8 Bénéficiaires

- Céréaliculteurs
- Consommateurs

7.9 Effet sur le commerce extérieur

Stabilisation des prix intérieurs des céréales.

8. ACHATS D'INTERVENTION DE PRODUITS AGRICOLES FAITS PAR L'AGENCE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES EN 1994 ET EN 1995

8.1 Objectif du programme

Stabiliser le marché du beurre; soutien du revenu des producteurs de beurre locaux.

8.2 Base juridique

Article 4.1 de la Loi du 2 février 1996 portant modification de la Loi instituant l'Office de commercialisation des produits agricoles (Journal des Lois n° 34, point 146).

8.3 Organisme responsable

Office de commercialisation des produits agricoles.

8.4 Forme de l'aide

Achats d'intervention de beurre.

8.5 Caractéristiques du programme

Les mesures d'intervention ont pour principal but de stabiliser le marché, c'est-à-dire de limiter les fluctuations excessives de prix par l'achat des excédents de production et la vente des stocks lorsqu'il y a pénurie sur le marché.

8.6 Volume et valeur des achats d'intervention

En 1994, un total de 1 488 tonnes de beurre a été acheté pour un montant de 5,2 millions de zlotys.

En 1995, un total de 7 079 tonnes de beurre a été acheté pour un montant de 36,8 millions de zlotys.

8.7 Durée du programme

La période des achats d'intervention est définie dans les statuts de l'Office de commercialisation des produits agricoles. En ce qui a trait au beurre, la période des achats d'intervention va du 1^{er} mai au 30 octobre.

8.8 Bénéficiaires

- Producteurs de beurre et de lait cru
- Consommateurs

8.9 Effet sur le commerce extérieur

Stabilisation des prix intérieurs du lait et du beurre.

9. ACHATS D'INTERVENTION DE PRODUITS AGRICOLES FAITS PAR L'AGENCE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES EN 1995 ET EN 1996

9.1 Objectif du programme

Stabiliser le marché du lait écrémé en poudre; soutenir le revenu des producteurs locaux de lait écrémé en poudre.

9.2 Base juridique

Article 4.1 de la Loi du 2 février 1996 portant modification de la Loi instituant l'Office de commercialisation des produits agricoles (Journal des Lois n° 34, point 146).

9.3 Organisme responsable

Office de commercialisation des produits agricoles.

9.4 Forme de l'aide

Achats d'intervention de lait en poudre.

9.5 Caractéristiques du programme

Les mesures d'intervention ont pour principal but de stabiliser le marché, c'est-à-dire de limiter les fluctuations excessives de prix par l'achat des excédents de production et la vente des stocks lorsqu'il y a pénurie sur le marché.

9.6 Volume et valeur des achats d'intervention

En 1995, un total de 170 tonnes de lait en poudre a été acheté pour un montant de 0,68 million de zlotys.

En 1996, un total de 23 185 tonnes de lait en poudre a été acheté pour un montant de 113,6 millions de zlotys.

9.7 Durée du programme

La période des achats d'intervention est définie dans les statuts de l'Office de commercialisation des produits agricoles. En ce qui a trait au lait en poudre, la période des achats d'intervention va du 1^{er} juin au 30 septembre.

9.8 Bénéficiaires

- Producteurs de lait en poudre
- Consommateurs

9.9 Effet sur le commerce extérieur

Stabilisation des prix intérieurs du lait.

10. ACHATS D'INTERVENTION DE PRODUITS AGRICOLES FAITS PAR L'AGENCE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES EN 1995

10.1 Objectif du programme

Stabiliser le marché de la viande de porc; soutenir le revenu des éleveurs de porcs locaux.

10.2 Base juridique

Article 4.1 de la Loi du 2 février 1996 portant modification de la Loi instituant l'Office de commercialisation des produits agricoles (Journal des Lois n° 34, point 146).

10.3 Organisme responsable

Office de commercialisation des produits agricoles.

10.4 Forme de l'aide

Achats d'intervention de demi-carcasses de porc.

10.5 Caractéristiques du programme

Les mesures d'intervention ont pour principal but de stabiliser le marché, c'est-à-dire de limiter les fluctuations excessives de prix par l'achat des excédents de production et la vente des stocks lorsqu'il y a pénurie sur le marché.

10.6 Volume et valeur des achats d'intervention

En 1995, un total de 60 800 tonnes de viande de porc a été acheté pour un montant de 243,2 millions de zlotys.

10.7 Durée du programme

Les achats d'intervention sont réalisés quand il y a un excédent de l'offre sur le marché.

10.8 Bénéficiaires

- Éleveurs porcins
- Consommateurs

10.9 Effet sur le commerce extérieur

Stabilisation des prix intérieurs de la viande de porc.

11. RÉGIME DE GARANTIE DE CRÉDIT POUR LES PETITES ET LES MOYENNES ENTREPRISES EN 1994, EN 1995 ET EN 1996

11.1 Objectif du programme

Aider les entreprises spécialisées pour l'achat de produits agricoles.

11.2 Base juridique

- Article 4.3 de la Loi du 7 juin 1990 instituant l'Office de commercialisation des produits agricoles.
- Article 6 de la Résolution n° 160/90 concernant les principes de gestion financière de l'Office de commercialisation des produits agricoles prise par le Conseil des ministres le 18 octobre 1990.

11.3 Organisme responsable

Ministère des finances.

11.4 Forme de l'aide

Garanties de crédit.

11.5 Caractéristiques du programme

Les garanties de crédits sont une forme indirecte d'intervention sur le marché qui permet aux entreprises d'avoir accès plus facilement à des prêts bancaires pour acheter des produits agricoles locaux ou importés, des produits semi-finis importés ou des produits alimentaires importés. Le régime de garanties stimule le commerce extérieur, notamment pour ce qui est des produits agricoles comme les céréales, la betterave à sucre et la pomme de terre.

11.6 Montant de l'aide accordée

En 1994, un total de 92 garanties ont été octroyées pour un montant de 146,5 millions de zlotys.

En 1995, un total de 108 garanties ont été octroyées pour un montant de 151,2 millions de zlotys.

En 1996, un total de 139 garanties ont été octroyées pour un montant de 157,4 millions de zlotys.

11.7 Durée du programme

Aucune limite n'a été fixée; il s'agit d'activités permanentes faisant partie de la politique d'intervention sur le marché.

11.8 Effet sur le commerce extérieur

Aucune incidence sur le commerce extérieur.

12. DONS POUR L'AMÉLIORATION BIOLOGIQUE DANS LE SECTEUR AGRICOLE EN 1994-1996

12.1 Objectif du programme

Appuyer toute activité visant la conception, la mise en œuvre ou la promotion de l'amélioration biologique dans le secteur agricole.

12.2 Base juridique

- i) Loi du 5 janvier 1991 - Loi de finance (Journal des Lois de 1993, n° 72, point 344; Journal des Lois de 1994, n° 76, point 344, n° 121, point 591 et n° 133, point 685; Journal des Lois de 1995, n° 78, point 390, n° 124, point 601 et n° 132, point 640; et Journal des Lois de 1996, n° 89, point 402, n° 106, point 496, n° 132, point 621 et n° 139, point 647);
- ii) Loi de finance de 1994 adoptée le 5 mars 1994 (Journal des Lois n° 52, point 209);
- iii) Loi de finance de 1995 adoptée le 30 décembre 1994 (Journal des Lois n° 27, points 141 et 142);
- iv) Loi de finance de 1996 adoptée le 1^{er} février 1996 (Journal des Lois n° 19, point 87);
- v) Règlement sur les taux des dons accordés dans le secteur agricole ainsi que les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons en 1994 adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 24 juin 1994 (Journal des Lois n° 83, point 383 et n° 98, point 478);
- vi) Règlement sur les taux des dons accordés dans le secteur agricole ainsi que les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons en 1995 adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 24 juin 1994 (Journal des Lois n° 93, point 464);

- vii) Règlement sur les taux des dons accordés dans le secteur agricole ainsi que les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons en 1996 adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 24 juin 1994 (Journal des Lois n° 81, point 378).

12.3 Organisme responsable

Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire et Ministère des finances.

12.4 Forme de l'aide

Don du budget de l'État.

12.5 Caractéristiques du programme

Les dons au titre de l'amélioration biologique dans le secteur agricole sont alloués comme suit:

- i) dans le domaine de la production végétale, pour les activités suivantes:
- culture de plantes,
 - aide financière pour l'achat de semences homologuées,
 - protection des ressources génétiques,
 - évaluation des variétés,
 - vergers de greffes, vergers d'élite et plantations;
- ii) dans le domaine de la production animale, pour les activités suivantes:
- programmes d'évaluation et de sélection des animaux reproducteurs,
 - transmission des améliorations génétiques d'un niveau de reproducteurs à l'ensemble du cheptel grâce aux femelles reproductrices, aux mâles reproducteurs, à l'insémination et aux transferts d'embryons,
 - préservation des troupeaux de conservation et des troupeaux servant de réserve génétique,
 - importation de ressources génétiques,
 - recherche en matière de reproduction dans le cadre de programmes spécialisés,
 - évaluation des qualités fonctionnelles et reproductrices et insémination des animaux de ferme,
 - promotion de l'amélioration biologique.

12.6 Montant de l'aide accordée

- i) En 1994, les dons ont totalisé 155,4 millions de zlotys, soit 60,1 millions pour la production végétale et 95,3 millions pour la production animale.
- ii) En 1995, les dons ont totalisé 198,5 millions de zlotys, soit 85,1 millions pour la production végétale et 113,4 millions pour la production animale.
- iii) En 1996, les dons ont totalisé 242,4 millions de zlotys, soit 108,1 millions pour la production végétale et 134,3 millions pour la production animale.

12.7 Durée du programme

Le montant de l'aide rendue disponible par l'État pour l'amélioration biologique dans le secteur agricole est déterminé dans la Loi de finance de l'année, et les taux unitaires des dons sont définis dans l'Ordonnance du Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire mentionnée au paragraphe 1.2, alinéa 3.

12.8 Bénéficiaires

Les dons sont offerts aux exploitants agricoles et aux éleveurs ainsi qu'aux exploitants d'entreprises ayant des activités en rapport avec l'amélioration biologique dans le secteur agricole.

En 1994:

i) dons au titre de la production animale:

- animaux reproducteurs	48,6 millions de zlotys
- entreprises	46,7 millions de zlotys

ii) dons au titre de la production végétale:

- exploitants agricoles	15,4 millions de zlotys
- entreprises	44,7 millions de zlotys

En 1995:

i) dons au titre de la production animale:

- animaux reproducteurs	52,2 millions de zlotys
- entreprises	61,2 millions de zlotys

ii) dons au titre de la production végétale:

- exploitants agricoles	27,2 millions de zlotys
- entreprises	57,9 millions de zlotys

En 1996:

i) dons au titre de la production animale:

- animaux reproducteurs	62,7 millions de zlotys
- entreprises	71,6 millions de zlotys

ii) dons au titre de la production végétale:

- exploitants agricoles	37,3 millions de zlotys
- entreprises	70,8 millions de zlotys

12.9 Effet sur le commerce extérieur

Aucune incidence sur le commerce extérieur.

13. DONS ACCORDÉS EN 1994-1995-1996 POUR FINANCER LES DÉPENSES SUIVANTES:

- Lutte contre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel.
- Surveillance exercée en vue de détecter la présence de résidus chimiques et biologiques dans les produits alimentaires d'origine animale ainsi que dans les tissus et les liquides organiques des animaux abattus.

13.1 Objectif du programme

Prévenir, détecter et combattre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel qui occasionnent des pertes importantes dans le secteur de l'élevage et dans celui de la chasse, et éviter que des limites soient imposées par les partenaires commerciaux concernant leurs importations d'animaux et de produits d'origine animale.

13.2 Base juridique

- i) Loi du 5 janvier 1991 – Loi de finance (Journal des Lois de 1993, n° 72, point 344; Journal des Lois de 1994, n° 76, point 344, n° 121, point 591 et n° 133, point 685; Journal des Lois de 1995, n° 78, point 390, n° 124, point 601 et n° 132, point 640; et Journal des Lois de 1996, n° 89, point 402, n° 106, point 496, n° 132, point 621, et n° 139, point 647).
- ii) Loi de finance de 1994 adoptée le 25 mars 1994 (Journal des Lois, n° 52, point 209).
- iii) Règlement sur les taux des dons accordés dans le secteur agricole et sur les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons en 1994 adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 24 juin 1994 (Journal des Lois, n° 83, point 383 et n° 98, point 478).
- iv) Loi de finance de 1995 adoptée le 30 décembre 1994 (Journal des Lois de 1995, n° 27, points 141 et 142);
- v) Règlement sur les taux des dons accordés dans le secteur agricole et sur les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons en 1995 adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 21 juillet 1995 (Journal des Lois, n° 93, point 464);
- vi) Loi de finance de 1996 Budget adoptée le 1^{er} février 1996 (Journal des Lois, n° 19, point 87);
- vii) Règlement sur les taux des dons accordés dans le secteur agricole et sur les conditions et les procédures régissant l'octroi desdits dons en 1996 adopté par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire le 24 juin 1996 (Journal des Lois, n° 81, point 378).

13.3 Organisme responsable

Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire, Ministère des finances.

13.4 Forme de l'aide

Dons du budget de l'État.

13.5 Caractéristiques du programme

Les dons au titre de la médecine vétérinaire sont accordés principalement pour les fins suivantes:

- i) Pour lutter contre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel dont la déclaration et le traitement sont obligatoires (en vertu des règlements correspondants). La liste officielle comporte 41 maladies susceptibles de se répandre et de causer des pertes importantes dans le cheptel.

Il est important d'ajouter que la Loi sur la lutte contre les maladies infectieuses du cheptel, l'examen des animaux abattus et de la viande, et l'Institut vétérinaire d'État, adoptée par le Parlement le 24 avril 1997 (Journal des Lois du 14 juin 1997, n° 60, point 369), porte que 61 maladies animales doivent être combattues obligatoirement.

- ii) Pour les services vétérinaires.
- iii) Pour les médicaments, produits pharmaceutiques et désinfectants ainsi que pour tout autre matériel utilisé pour effectuer les tâches requises.
- iv) Pour les déplacements des vétérinaires aux lieux où ils doivent remplir leurs tâches.
- v) Pour indemniser les éleveurs pour la perte des animaux abattus sur ordre des vétérinaires mandatés par l'État ou morts de maladie et pour payer les prestations et les récompenses prévues par les règlements relatifs à la lutte contre les maladies du cheptel.
- vi) Pour le transport et l'abattage des animaux, l'élimination des carcasses et des déchets d'abattage.
- vii) Pour rémunérer les spécialistes ayant estimé la valeur des animaux abattus sur ordre des vétérinaires mandatés par l'État.
- viii) Pour acheter des préparations biologiques pour diagnostiquer et combattre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel, et tenir des réserves permanentes de ces préparations.
- ix) Pour effectuer des vaccinations contre la rage chez les renards en liberté, conformément au programme mis sur pied par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire.
- x) Pour éliminer les effets d'épizooties imprévues.
- xi) Pour la recherche en laboratoire effectuée dans le cadre du programme mis sur pied par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire pour détecter les résidus chimiques et biologiques dans les produits alimentaires d'origine animale ainsi que dans les tissus et les liquides organiques des animaux abattus.
- xii) Pour la recherche en laboratoire servant à évaluer l'efficacité des vaccinations contre la rage chez les renards en liberté.

13.6 Montant de l'aide accordée

Le tableau ci-après présente la répartition des dons accordés en 1994-1996 (en millions de zlotys).

Année	Total		Objet	
	Prévu par la loi	Utilisé	Lutter contre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel	Effectuer les examens permettant de détecter la présence de résidus chimiques et biologiques dans les produits alimentaires d'origine animale ainsi que dans les tissus et les liquides organiques des animaux abattus
1994	20,4	19,8	19,4	1,0
1995	30,1	29,1	28,9	1,2
1996	39,7	34,9	38,2	1,5

13.7 Durée du programme

Le montant de l'aide accordée par l'État pour lutter contre les maladies du cheptel et pour effectuer les examens permettant de détecter la présence de résidus chimiques et biologiques dans les produits alimentaires d'origine animale ainsi que dans les tissus et les liquides organiques des animaux abattus est déterminé dans la Loi de finance de chaque année, et les taux unitaires des dons sont définis dans l'Ordonnance du Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire mentionnée au paragraphe 13.2, alinéas 3, 5 et 7.

13.8 Bénéficiaires

Les dons sont versés par le Ministère de l'agriculture et de l'économie alimentaire à l'Institut vétérinaire de l'État de Puławy pour l'examen des résidus chimiques et biologiques, et par les voïvodies aux vétérinaires établis sur leur territoire pour la lutte contre les maladies contagieuses et infectieuses du cheptel dont la déclaration et le traitement font obligatoirement partie de leurs fonctions.

Les dons versés aux vétérinaires des voïvodies servent à indemniser les éleveurs pour la perte des animaux abattus sur ordre des vétérinaires mandatés par l'État.

13.9 Effet sur le commerce extérieur

Accroissement des exportations d'animaux et de produits d'origine animale par suite des efforts faits pour éviter l'imposition par les partenaires commerciaux de limites à leurs importations de tels produits.